

Délibération n° 2022-01-27/09

Objet : Attribution de la participation au COS 34 pour l'exercice 2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 27 JANVIER 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-sept janvier, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 21 janvier 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Absents représentés : Jocelyne TAVERNE *pouvoir à* Xavier MIRAULT, Olivier BOUDET *pouvoir à* Françoise BERTOUY, Francine BOYER *pouvoir à* Jean-Marc LEÏENDECKERS, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Maryline BENEDETTI - Fabrice IRANZO *pouvoir à* Mario MARCOU, Laurie BELTRA *pouvoir à* Mario MARCOU

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Par délibération n° 2013-12-16/17 en date du 16 décembre 2013, le Conseil municipal a décidé d'adhérer au Comité d'Œuvres Sociales de l'Hérault (COS 34), désormais Comité d'Œuvres Sociales Languedoc Roussillon (COS LR).

Le COS LR est rattaché au pôle action sociale du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34).

Créé en 1991, le COS LR est l'interlocuteur des communes et des établissements publics du département en matière d'action sociale en faveur des agents territoriaux.

En 2021, le COS LR compte 285 collectivités adhérentes pour un total de plus de 11 000 agents bénéficiaires de prestations. Celles-ci concernent les différents domaines de la vie privée et professionnelle de l'agent. Il veille ainsi à proposer à tous, des prestations à caractère social, culturel et de loisirs.

Le COS LR est une association. Par conséquent, son fonctionnement est le même que pour toute association dite « loi 1901 ». Il dispose d'un bureau et d'un Conseil d'administration détenant le pouvoir décisionnel, composé paritairement de membres élus représentant les collectivités adhérentes et les agents territoriaux. Cela garantit ainsi la légitimité des directions impulsées au COS LR.

En 2022, le COS Languedoc-Roussillon maintient son taux de cotisation à 1 % de la masse salariale de chaque adhérent (exercice N-1), associé à un forfait plancher de 160,00 € par agent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Inscrire au budget primitif de la Commune la cotisation annuelle prévisionnelle au COS LR d'un montant total de 60 000,00 € ;
- Dire que cette somme sera prélevée à l'article 6474 sur le budget primitif 2022 de la Commune dont les crédits sont suffisants.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 27 janvier 2022
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.